

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°26 - janvier 2008

SOMMAIRE

Libertés d'information et d'expression. page 2

Démocratie et libertés. pages 2&3

Appareil judiciaire page 3

Conflits du travail. Condition ouvrière. pages 3&4

Conflits ruraux. pages 4&5

Mouvements populaires et violences. page 5

Jeux Olympiques 2008. page 5

Minorités ethniques. page 6

Hongkong. page 6

Informations diverses. pages 6&7

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan).

Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

Arrestation déshonorante

Une des figures les plus touchantes et les plus respectées du mouvement démocratique chinois se trouve depuis le 27 décembre enfermée à Beijing dans la prison de Chaoyang. Hu Jia (34 ans) lutte depuis plus de quinze ans pour les droits civiques et pour soutenir les actions humanitaires dans des domaines très variés : aide aux malades du Sida, protection de l'environnement, défense des prisonniers d'opinion et des militants des droits de l'homme.

Son courage force l'admiration. Il a été détenu à plusieurs reprises, placé sous surveillance policière constante et assigné à résidence de façon renouvelée (sans interruption depuis le 18 mai 2007). C'est aussi le cas de sa courageuse compagne Zeng Jinyan (24 ans), restée à domicile avec un enfant de deux mois et privée de tout contact (voir ci-dessous dans Démocratie et libertés).

Leur valeur à tous deux a été reconnue à l'étranger : prix Reporters sans frontières pour Hu Jia en décembre 2007 ; pour Zeng Jinyan, désignée par le Time comme l'une des cent personnes les plus influentes dans le monde en 2006.

Les avocats démocrates Li Jingsong, Li Fangping, Teng Biao font de leur mieux pour obtenir une libération provisoire, ne serait-ce que pour raisons médicales. Mais ils se heurtent au silence ou au refus des autorités. Le 6 janvier, une lettre signée par plus de cent personnalités chinoises a demandé la libération immédiate de Hu Jia et la surveillance de son état de santé. Le 14, les États-Unis ont déclaré suivre l'affaire de très près. Le 17 janvier, le parlement européen a demandé, lui aussi, une libération immédiate. Sans résultats.

Un homme comme Hu Jia honore son pays. D'autres aussi en Chine encourent des risques en exigeant la démocratie et le respect de la Constitution ; ils le paient parfois fort cher car ils mettent le doigt sur les faiblesses du système autocratique en place, lequel se défend en les prenant pour cibles. On peut – on doit – se poser deux questions :

- 1) Que penser d'un pays qui emprisonne les meilleurs d'entre les siens ?
- 2) Que penser des gouvernements étrangers, s'ils se contentent de protester avec des mots, pensant que la mauvaise humeur d'un instant sera bientôt noyée sous les clameurs des compétitions olympiques ?

Ce bulletin ne doit pas être reproduit à l'extérieur de la Ligue des Droits de l'Homme.

Libertés d'information et d'expression

4 fév.

Le journaliste Ching Cheong du Straits Times de Singapour a été libéré sur parole après avoir effectué la moitié de la peine annoncée. Arrêté en avril 2005 pour « espionnage » après des contacts avec une fondation de Taiwan, il avait été condamné en 2006 à cinq ans de prison et à une forte amende. Il est retourné à son poste de Hongkong (*Ming Pao*, 5 février)

2 fév.

Après trois ans de prison, l'ancien directeur adjoint du service des interviews du Quotidien de Fuzhou, Li Changqing, a recouvré la liberté. Il avait été le premier à parler de la fièvre dengue en octobre 2004. Le tribunal l'avait condamné pour avoir « diffusé de l'information horrible et fausse » après une arrestation pour « avoir incité à la subversion du pouvoir d'Etat ». Li avait parlé d'une centaine de cas ; les autorités ont donné plus tard le chiffre de quarante-vingt-dix. (*Boxun*, 4 février).

5 fév.

L'écrivain dissident du Zhejiang Lu Gengsong a été condamné à quatre ans de prison et un an de privation de droits civiques pour « incitation à la subversion du pouvoir d'Etat ». Son arrestation le 24 août 2007 dans la capitale du Zhejiang a suivi la publication d'un essai où il préconisait la dépolitisation de l'armée et de la police. Plus de mille cent militants des droits civiques ont signé une pétition demandant sa mise en liberté. Lu Gengsong a publié de nombreux ouvrages traitant de la corruption, dont le livre « Les officiels corrompus en Chine ». Il a aussi dénoncé les expropriations illégales mettant en cause les autorités provinciales. La police a empêché son épouse Wang Xue'e de se rendre à Beijing pour y défendre sa cause. Lu est défendu par l'avocat Ding Xikui.

Lu Gengsong est ami de l'écrivain indépendant Chi Jianwei, membre du parti démocratique, arrêté le 27 mars 2007 et condamné à trois ans de prison pour « utilisation d'un culte afin de saper l'entrée en vigueur de la loi ». (*RTHK*, 22 janvier ; *Aujourd'hui la Chine*)

4 janv.

Selon le directeur de Pixnet Digital Media à Taipei, le gouvernement chinois a bloqué l'accès à son portail internet et aux blogs – Yahoo et Yam notamment - de Taiwan depuis le deuxième semestre 2007. Selon certains commentateurs, cette décision est liée à la proximité de l'élection présidentielle sur l'île (22 mars) et à la volonté chinoise d'interdire tout usage du terme « indépendance » sur le réseau. Pixnet a 800.000 adhérents, dont 33% seraient des blogueurs. . (*Central News Agency de Taipei*, 4 janvier)

31 déc.

31 décembre. Le Club des journalistes étrangers en poste en Chine déplore « les violations répétées » de leur liberté d'action professionnelle dont souffrent ses membres, y compris dans la capitale et dans la province du Hebei qui l'entoure. L'association reconnaît quelques améliorations mais fait état des intimidations et des agressions physiques opérées par des malfrats en costume civil. En 2007, le club a reçu quelque cent quatre-vingts rapports d'interférences dont certains font état de violences, de détentions et de destructions de documents. Le 26 décembre, un journaliste d'Associated Press qui enquêtait sur les troubles paysans du Guangdong (voir plus loin la rubrique Conflits ruraux) a été arrêté puis expulsé.

La déclaration du Club doit être rapprochée des levées officielles de restriction dont les correspondants étrangers auraient dû profiter de janvier 2007 à octobre 2008. Le club souhaite d'ailleurs que ces mesures restent en vigueur après les Jeux Olympiques et notamment que les journalistes n'aient pas à requérir d'autorisation pour aller enquêter hors de leur lieu de résidence (*Kyodo News*, 31 décembre ; *Reporters sans frontières*) .

Démocratie et libertés

1 fév.

Le militant des droits civiques Qi Zhiyong n'est plus joignable depuis le 8 janvier et l'on ignore où il se trouve. Ses amis pensent qu'il est détenu pour avoir fourni des informations sur l'arrestation de Hu Jia (*Radio Free Asia*, 1 février)

11 janv.

11 janvier. La police a interdit à l'avocat Li Jinsong de sortir de son hôtel de Beijing pour rencontrer Zeng Jinyan assignée à résidence depuis l'arrestation de son compagnon, le militant Hu Jia. La police a en même temps conseillé à son collègue Li Fangping de ne pas rendre visite à Zeng Jinyan. Un troisième avocat, Teng Biao, qui avait signé plusieurs textes avec Hu Jia, a reçu les mêmes injonctions.

Hu Jia a été arrêté le 27 décembre pour « incitation à la subversion » et incarcéré dans Beijing. Ni ses amis, ni ses avocats, ni les journalistes ne peuvent le joindre. De mêmes interdictions frappent Zeng Jinyan. Le père de Hu Jia aurait cependant pu lui rendre visite le 31 janvier.

La maison de Zeng Jinyan est entourée de policiers sans uniforme. La fenêtre par laquelle elle avait pu parfois communiquer avec les journalistes est désormais obstruée, en sorte qu'on est sans nouvelles. Âgée de seulement 24 ans, Zeng Jinyan s'est rendue célèbre par le blog qu'elle tient régulièrement sur les violations des droits de l'homme en Chine. Elle est désormais enfermée sans téléphone ni liaison internet, avec son enfant âgé de deux mois. Cent pétitionnaires qui venaient lui rendre visite le 3 janvier ont été refoulés. (*Kyodo, 11 janvier ; Radio Free Asia*)

7 janv.

Le parti communiste de la province du Hubei a exclu cinq cents de ses membres pour n'avoir pas respecté la loi de septembre 2002 sur la politique de l'enfant unique. En 2007, 93.094 personnes avaient enfreint la loi, dont 1.678 officiels ou membres du P.C.C.. Une majorité d'individus célèbres ou de condition aisée ont au moins deux enfants et dix pour cent d'entre eux en ont trois. (*Xinhua, 7 janvier*)

27 déc.

27 décembre. **La police a arrêté le célèbre militant des droits civiques Hu Jia pour « incitation à la subversion du pouvoir d'Etat ».** Tout contact lui est interdit avec l'extérieur, y compris avec ses avocats. Hu Jia dernièrement s'en était pris aux organisateurs des Jeux Olympiques qui ne tiennent pas leurs promesses et dont l'un des principaux responsables est le chef de la Sécurité publique, responsable de nombre d'atteintes aux libertés. Hu Jia est malade du foie et son état de santé est préoccupant. (*Reporters sans frontières, 28 décembre*)

Appareil judiciaire

2 janv.

Refus de l'administration pénitentiaire de transférer le cyberdissident Zhang Jianhong (alias Li Hong) dans un hôpital pour y soigner sa dystrophie musculaire, maladie rare qui le paralyse. Li Hong a été condamné le 19 mars 2007 à six ans de prison par le tribunal de Ningbo (Zhejiang) pour avoir écrit des « articles diffamant le gouvernement chinois et appelant à l'agitation pour renverser le gouvernement ». Il est détenu depuis septembre 2006. (*Samizdat.net, 18 janvier*)

Conflits du travail. Condition ouvrière.

21 janv.

Deux cents anciens employés de la Banque industrielle et commerciale de Chine et de la Banque chinoise de Construction ont manifesté devant le siège de la Fédération des syndicats pour exiger leur réembauche par les deux firmes. Une centaine d'entre eux ont été conduits dans un centre de détention avant d'être ramenés chez eux ; soixante-dix autres se sont rendus à la Commission de régulation des banques pour demander l'assistance du syndicat des salariés du secteur financier.

Le mouvement de ces pétitionnaires date de plusieurs années mais il a pris de l'ampleur avec l'entrée en vigueur le premier janvier de la nouvelle loi sur le contrat de travail, alors que ces dernières ont recruté de nouveaux salariés (bulletin 24 de novembre 2007). Les salariés affirment que s'ils ont quitté leur banque, c'est après tromperies et pressions diverses ; ils demandent la nullité de la décision qui a mis fin à leur contrat soit déclarée illégale. Selon eux, cent mille personnes auraient été privées de moyens de subsistance ; des familles seraient brisées et plusieurs salariés se seraient suicidés. (*Ming Pao, 22 janvier*)

12 déc.

20 janv.

Une explosion a fait vingt morts dans la mine Weijialing de Linfen district de Fenxi (Shanxi). La mine avait été fermée peu après son ouverture en 2004 pour raisons de sécurité. L'exploitation était donc illégale. Sept semaines plus tôt à Linfen, une autre explosion avait tué cent

... suite en page 4

cinq personnes, dans l'incident minier le plus grave des deux dernières années. (*Xinhua, 23 janvier*)

15 janv.

Au nom de mille salariés licenciés par leur firme, deux cents ouvriers de Henggang, district de Longgang (Guangdong), ont manifesté devant les bâtiments de la municipalité de Shenzhen après avoir bloqué l'accès aux bureaux officiels. Ils protestaient contre les conditions de réquisition de leurs terres. Il s'agissait initialement de construire une Université, aux dires des autorités. Mais celles-ci revendirent les terrains peu après à un tiers, pour le décuple du prix d'indemnisation. (*R.F.A., 20 décembre*)

15 janv.

Arrestation au cours des vingt derniers mois de vingt-neuf employeurs du Guangdong pour défaut de versement de salaires à des travailleurs migrants. L'équipe d'inspection administrative de la province aurait décelé 231 infractions graves (c'est-à-dire touchant plus de trente salariés) mettant en cause cent sept entreprises. Le nombre des migrants de la seule province du Guangdong s'élève à 26,2 millions. (*Xinhua, 15 janvier*)

13 janv.

Selon une enquête menée par l'Université Fudan de Shanghai auprès de 30.000 travailleurs migrants, 7,6% seulement de ces derniers se déclarent satisfaits de leur statut social. 68% estiment que le monde urbain les accepte mal ou ne les accepte pas du tout. 55% d'entre eux ont moins de deux jours de repos par mois. La fatigue augmente la fréquence des accidents et empêche aussi de poursuivre des études. Le salaire moyen mensuel serait de 1.200 yuan (120 €). (*Xinhua, 13 janvier*)

11 janv.

Trois milliers d'ouvriers de la société de bijouterie en métaux précieux Haoxin sont en grève depuis le 7 janvier à Foshan (Guangdong). Deux mille d'entre eux se sont rendus à la municipalité et ont affronté la police. Douze ouvriers ont été hospitalisés. À l'origine du conflit, le non-paiement d'heures supplémentaires depuis deux ans et l'absence de versement de cotisations sociales. La dette de cette entreprise à capitaux de Hongkong s'élèverait en moyenne à 30.000 yuan (3.000 € environ) par personne, pour un montant global de cent millions de yuan. (*Wen Wei Po, 12 janvier*)

2 janv.

Le nombre des accidents du travail s'élève à 500.000 en 2007 ; ils ont fait 98.340 morts, selon les chiffres des services de Sécurité du Travail. (*Xinhua, 2 janvier*)

29 déc.

Une explosion dans la mine de Shunfa a fait dix-neuf morts. Pour éviter la fermeture de l'exploitation en raison de sa faible production, les dirigeants avaient rapporté des tonnages fictifs. Le système de ventilation ne fonctionnait pas et le système de repérage des gaz était hors d'usage. (*Xinhua, 2 janvier*)

27 sept.

Quelques centaines d'agents publics locaux ont détruit de force des habitations du village de Datang agglomération de Heyuan près de la ville de Puqian (Guangdong). Plusieurs paysans ont été blessés en tentant de les en empêcher. Le village était inclus dans une zone de développement et les autorités ne parvenaient pas à obtenir les évacuations, malgré les coupures d'eau et d'électricité ou diverses intimidations.

Dans le village de Liucun, ville de Longhua, district de Boluo, il a fallu des dizaines de policiers anti-émeutes pour que des bulldozers puissent début décembre mettre en terrasses plus de cinq cents mu de terrains arables vendus en 2003 à un industriel. Les paysans n'avaient pas été informés de la vente et aucune indemnité ne leur avait été proposée. (*Ming Pao, 1 janvier*)

Conflits ruraux

28 déc.

Un millier de villageois de Xinliao (district de Xuwen, Guangdong) ont affronté les policiers après une exhumation forcée décidée par les autorités locales. Ils ont fait irruption en armes dans les bâtiments officiels, s'y sont livrés à des destructions puis s'en prirent aux policiers et à leurs véhicules. La bagarre a fait plusieurs blessés. Les policiers ont emmené

... suite en page 5

les responsables des troubles et rejettent l'accusation des villageois, selon lesquels ils auraient fait usage de leurs armes à feu. (*Ming Pao*, 31 décembre)

26 déc.

Les affrontements signalés dans le précédent bulletin autour de Foshan (Guangdong) se poursuivent. Deux milliers de villageois de Renhai du district de Shunde ont renversé et incendié une dizaine de camions de police pour protester contre les réquisitions de terrains et l'érection de pylônes électriques. Ils avaient auparavant empêché le travail des ouvriers migrants. L'arrivée de deux mille policiers anti-émeute a déclenché les affrontements. Cinq ou six officiels ont été blessés et conduit à l'hôpital. Le conflit a commencé à la fin de 2004 dans le district voisin de Panyu. (*South China Morning Post*, 3 janvier)

Mouvements populaires et violences

12 janv.

Plus de deux mille personnes ont manifesté devant les bâtiments de la municipalité de Shanghai pour protester contre la construction d'une ligne de train à lévitation magnétique. Les résidents craignent pour leur santé et pour le bruit lié au trafic futur en même temps qu'ils redoutent une dévalorisation de leur propriété immobilière (Cf. Bulletin de décembre 2007). Ce regain de protestation s'expliquerait par la décision des autorités de lancer le chantier en l'absence de toute annonce officielle.

Un train à lévitation magnétique relie déjà l'aéroport international à la station de métro Longyang dans le district de Pudong. Le projet contesté a pour objet de prolonger la ligne jusqu'au site de la future exposition mondiale, jusqu'au réseau ferré du sud de la ville, jusqu'à l'aéroport des vols intérieurs et même jusqu'à la ville de Hangzhou. (*South China Morning Post*, 13 janvier)

7 janv.

Une douzaine de fonctionnaires de la ville de Tianmen (près de Wuhan, Hubei) ont battu à mort un cadre d'entreprise qui filmait un affrontement entre villageois et agents de sécurité au sujet d'un dépôt d'ordures nauséabond et qui pollue les eaux potables. Les services municipaux de cette agglomération ont entrepris diverses tâches conflictuelles, telles que l'expulsion des commerçants non déclarés et des vendeurs de biens piratés, la mise à l'écart des mendiants et des distributeurs de prospectus commerciaux. Une centaine de fonctionnaires municipaux à travers la Chine se sont désolidarisés de leurs collègues, affirmant que le recours à la violence pour assurer l'application des décisions ne pouvait mener à rien de bon. (*Xinhua*, 21-11 janvier)

Jeux Olympiques 2008

12 janv.

Les autorités de Beijing ont lancé une opération à travers la capitale dans le dessein de garantir « la sécurité des Jeux olympiques ». Officiellement, il s'agit de prévenir les crimes et le gangstérisme et de renforcer la surveillance sur les lieux de plaisir : bars à karaoké et établissements de bain. Plus largement, les responsables disent vouloir « éviter de gros incidents, diminuer le nombre des incidents mineurs, assurer une gestion stricte et garantir un bon ordre social ». Pour ce faire, ils se proposent de renforcer le contrôle de la population migrante et de repérer les étrangers qui auraient pu s'installer dans la capitale, y habiter et trouver du travail sans autorisation. (*Xinhua* 12 janvier)

2 janv.

Afin de « construire un environnement urbain harmonieux, civilisé et sain » pour les Jeux Olympiques et pour « déraciner les activités illégales qui ternissent l'image de la ville », la police entreprend de combattre la mendicité, les commerces illégaux, les taxis non autorisés sur la place Tiananmen et sur l'avenue Chang'an. Les patrouilles se dérouleront sans interruption, de jour comme de nuit. (*Xinhua*, 2 janvier)

Minorités ethniques

19 janv.

Lors d'une conférence donnée à Gujarat Vidyapith, le Dalai Lama a rappelé que le gouvernement chinois lui interdisait de retourner dans son pays en le qualifiant de séparatiste. « Je ne demande pas la séparation du Tibet de la Chine, a-t-il précisé, mais nous voulons une autonomie minimale qui préserve notre culture et notre patrimoine. La Constitution chinoise prévoit justement une telle autonomie. Nous sommes disposés à partager les principales ressources du Tibet avec la Chine, dans l'intérêt de notre développement. » (P.T.I. News Agency, 20 janvier)

Hongkong

29 janv.

Les autorités ont refusé l'entrée de 2.500 femmes enceintes qui venaient accoucher sur le territoire, au motif qu'elles n'avaient pas payé l'acompte pour les frais d'obstétrique. Ce versement est obligatoire pour toute femme enceinte de plus de vingt-huit semaines. L'année dernière, 32.468 femmes enceintes se sont présentées à la frontière. Depuis février 2007, la somme à verser est de 39.000 dollars de Hongkong ; elle couvre la réservation dans l'hôpital, les examens prénataux, l'accouchement et trois journées d'hôpital. (South China Morning Post, 29 janvier)

13 janv.

Sept mille personnes ont marché jusqu'au siège du gouvernement pour exiger l'instauration du suffrage universel dès 2012. Elles avaient à leur tête, le cardinal catholique Joseph Zen et de nombreuses personnes âgées qui affirmaient leur volonté de voir une démocratie réelle avant leur mort. Le cardinal a publiquement déploré la décision des autorités chinoises de retarder l'instauration du suffrage universel ; il a accusé le gouvernement de Beijing d'ignorer les aspirations de la population de Hongkong. (RTHK, 13 janvier)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les tensions de la société chinoise).

28 janv. Selon un rapport de l'Académie des Sciences de Chine, la « puissance économique objective » chinoise dépassera celle du Japon en 2030.

Ce terme complexe comprend, outre la force économique globale, une estimation du capital économique accumulé et de la capacité de maintien et de développement du pays. Le produit intérieur brut de 2007 atteindrait 3.430 milliards de dollars. (Agence Xinhua, 20 décembre)

27 janv. La construction de deux lignes de voies ferrées reliant le Xinjiang à l'Asie centrale (Kirghizstan, Ouzbékistan et Kazakhstan) doit commencer cette année. La liaison avec le Kazakhstan devrait être achevée en 2008 ; celle de l'Ouzbékistan, en 2010. Il n'existe pour l'instant qu'une seule voie de chemin de fer internationale dans la région. A partir d'Urumqi, elle traverse la frontière au col Alataw, avec un trafic d'exportation de cinq millions de tonnes en 2007 (60% de plus qu'en 2006). (Xinhua, 27 janvier)

22 janv. Le système de couverture médicale de base touchait 221 millions de Chinois à la fin de 2007, selon le ministère du Travail. Le chiffre correspondant pour 2006 était de 157 millions. Le chiffre de 2007 comprendrait 7,6 millions d'ouvriers migrants.

201 millions de personnes avaient une couverture retraite. Le montant mensuel moyen des pensions est de 963 yuan (96 euros). (Xinhua, 22 janvier)

21 janv. La population de la capitale Beijing a augmenté de 520.000 personnes en 2007. Elle atteint 16,33 millions d'habitants dont 12,13 millions de résidents permanents et 4,19 millions de personnes en transit, avec une densité de 995 habitants au kilomètre carré dans le grand Beijing et 22.394 dans le centre ville. (Xinhua, 21 janvier).

16 janv. Selon une déclaration du Conseil chinois de l'Électricité, la production nucléaire d'énergie de 2007 s'élève à 62,6 milliards de kwh, en progrès de 14,1% sur l'année précédente. Cette production représente 2,3% de la production énergétique totale. Ce pourcentage devrait s'élever à 16% en 2030. (*Xinhua, 16 janvier*)

16 janv. L'administration a arrêté 1.480 personnes en quatre mois, pour fabrication de produits hors normes, produits falsifiés ou contrefaçons. Parmi les cas les plus graves, de la fausse albumine pour plasma humain, et de faux vaccins. Trois cents unités de fabrication ont été fermées. Les saisies de cigarettes contrefaites ont atteint neuf milliards deux cent quatre-vingts millions. (*Xinhua, 16 janvier*)

13 janv. 20% des diplômés universitaires de 2007 – c'est-à-dire environ un million d'individus - n'ont pas trouvé d'emplois à ce jour, estime un document établi par l'Académie des Sciences sociales. L'étude attribue en partie ce sous-emploi au refus des diplômés d'accepter des postes dans des régions reculées. (*Xinhua, 13 janvier*)

5 janv. Selon les services du travail du Heilongjiang, la province a fermé 273 mines en 2007 et se propose d'en fermer cent autres cette année. Il existe 1.400 exploitations minières au Heilongjiang contre 7.000 en 1999. La province du Shanxi a fermé 2.880 mines illégales en 2007. Le chiffre officiel des morts dans les mines est de 3.431 pour 2006. Au total, les autorités ont fermé 10.412 mines au cours des trois dernières années. (*Xinhua, 5 janvier*)

1 janv. La population des blogueurs atteindrait 47 millions d'individus, dont plus de la moitié (57%) serait des femmes. (*Xinhua, 1 janvier*)

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Confédération internationale des syndicats libres, Dajiyuan (La Grande Époque), Fondation Duihua, Guancha, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Échange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po.

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».